# **La curatelle renforcée**

La mesure protection concerne :

🞎 Les biens

🞎 La personne

**➊ Le point de départ de l’intervention du curateur**

Votre intervention commence dès la réception de la décision de justice.

Vous devez mettre en place la mesure, et ce, même si un recours a été exercé par la personne protégée ou un proche.

Vous devez mettre en place les mesures urgentes commandées par le Juge.

**➋ Ce que dit la loi**

L’un des objectifs de la mesure de curatelle renforcée est d’assister la personne protégée dans la gestion de vos biens.

Dès que possible, vous devez informer les banques de la mesure de protection, ainsi que tous les organismes qui versent des ressources ou envoient des factures à votre personne protégée

A partir du moment où les banques sont informées de la mesure, elles doivent vous adresser la liste et le montant des comptes et des épargnes, et résilier toute procuration existante. La personne protégée ne peut effectuer d’opérations sur ces épargnes qu’avec votre accord et votre signature.

Si la personne protégée détient des chéquiers, elle doit vous les remettre et si elle détient une carte bancaire, elle sera automatiquement résiliée par votre banque. En effet, ces deux moyens de paiement ne sont pas autorisés en curatelle renforcée et doivent être restitués à sa banque.

La mesure prévoit que son compte courant actuel soit laissé à sa disposition pour ses besoins personnels, mais vous pouvez être autoriser à ouvrir un nouveau compte courant dit « compte géré » pour percevoir ses ressources et régler ses dépenses.

Dans les trois mois après le jugement, vous devez établir ensemble un inventaire du patrimoine de la personne protégée, c'est-à-dire dresser la liste de tous les biens qu’elle possède (comptes bancaires, meubles, objets de valeurs, biens immobiliers…).

L’estimation des meubles et des objets de valeur est réalisée par un commissaire-priseur, dont le coût est à sa charge. Le but de cet inventaire est de déterminer ce qui appartient à la personne protégée au moment de sa mise sous protection afin d’identifier ce qui doit être protégé et afin que le juge puisse contrôler la gestion. Il est adressé au Juge des tutelles et conservé dans votre dossier.

La loi prévoit que la personne protégée prend seule toute décision relative à sa personne dans la mesure où son état le permet. Le curateur peut vous assister au besoin.

A noter également que le curateur ne se substitue pas aux autres aidants, familiaux ou professionnels, qui entourent habituellement la personne protégée, mais intervient en complément et en lien avec eux. Néanmoins la personne protégée peut s’opposer à ce que sa famille ou certains professionnels soient associés à l’exercice de sa mesure de protection

**➌ Ce que vous décidez ensemble**

Pour que vous puissiez proposer une intervention adaptée à votre personne protégée, une évaluation de sa situation est nécessaire, afin de connaître son quotidien et ce qui est important pour elle.

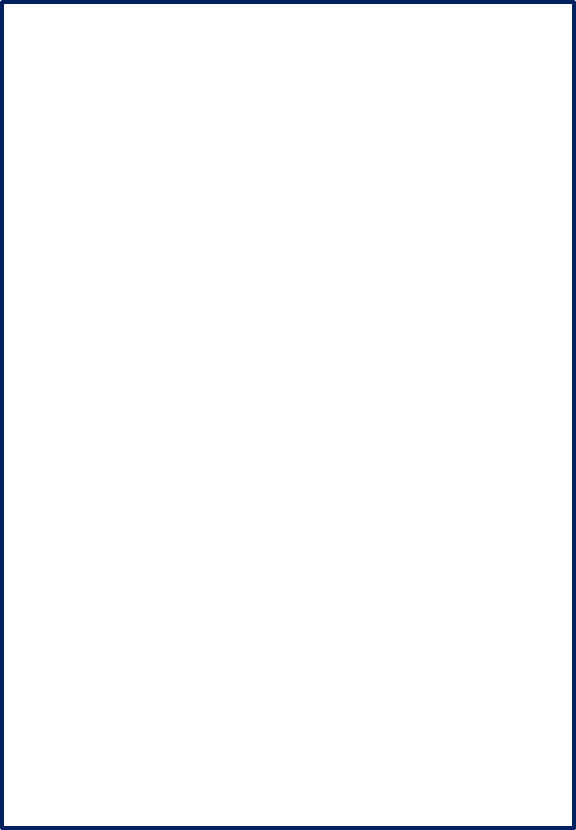
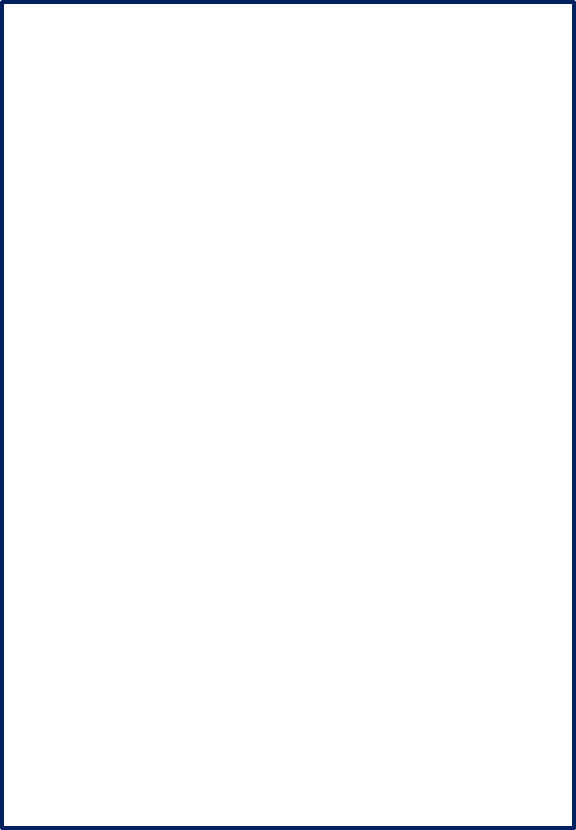
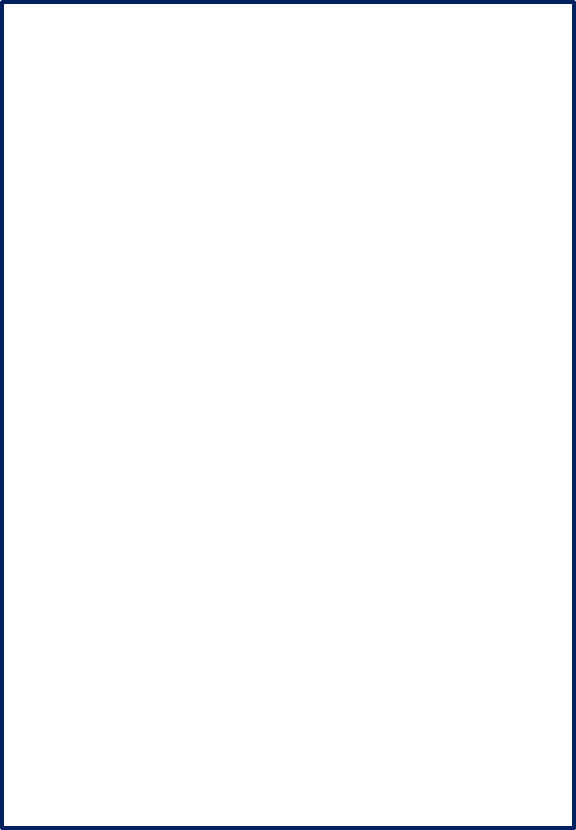
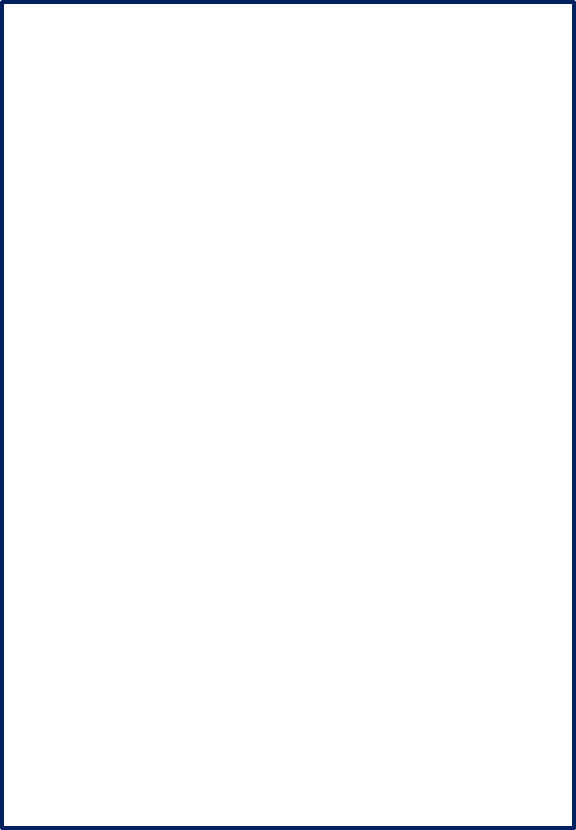
Par la suite, vous établirez ensemble son budget, en tenant compte de ses choix et de ses projets, et déciderez, dans la limite de ses possibilités, du montant de l’argent personnel que vous verserez sur son compte, de la fréquence et des moyens de mise à disposition.

Afin que la personne protégée puisse continuer à suivre ses comptes, vous devez lui adresser si elle le souhaite, une copie de ses relevés bancaires, et notamment du compte géré. Tous les documents administratifs ou bancaires la concernant sont tenus à sa disposition sur sa demande.

.

**➍ Qui fait quoi en curatelle renforcée?**

Cette liste n’est pas exhaustive. Elle peut sur certains points faire l’objet de discussion (annexe 2 du décret 2008-1484 du 22 décembre 2008) et dans tous les cas, il est nécessaire de se référer aux décisions prises dans le jugement.



**Ce que la personne protégée peut faire seule :**

* Actes administratifs courants (CNI, souscrire assurance, mutuelle, déclaration impôts, dde allocation, rencontrer une assistante sociale …)
* Actes strictement personnels (art. 458 du code civil): déclaration de naissance, actes de l’autorité parentale
* Décisions en matière médicale
* Un testament,
* Voyager, liberté d’aller et venir
* Choisir votre lieu de vie et conclure un bail (moins à 9 ans)
* Voter
* Entretenir des relations personnelles
* Changer d’emploi, conclure un contrat de travail ou le rompre
* Accepter une succession à concurrence de l’actif net
* Demander la main levée de la mesure ou son renouvellement

**Ce que la personne protégée doit faire avec l’assistance du curateur :**

* Placer de l’argent
* Prélever sur vos épargnes
* Faire une donation
* Se marier
* Agir en justice
* Conclure un bail de plus de 9 ans

**Ce que le curateur peut faire seul :**

* Actes conservatoires
* Prendre les mesures urgentes en cas de danger
* Gérer votre compte courant (ressources et charges)

**Ce qui nécessite l’autorisation du juge :**

* Vente du logement du majeur (résidence principale ou secondaire)
* Résiliation du bail assurant le logement du majeur
* Donner à bail le logement du majeur
* Ouverture ou clôture de comptes bancaires